

Le chômage des jeunes est d'abord un problème d'échec scolaire

Par Michel Godet¹

Paru dans *Le Figaro*, 19 janvier 2006 par Michel Godet

Le contrat de première embauche annoncé par Dominique de Villepin est une aubaine pour les chefs d'entreprises qui vont embaucher des jeunes à l'essai pendant deux ou trois ans en exonérations de charges. L'idée généreuse dans son principe pourrait cependant avoir des effets limités sur les deux publics visés situés aux extrêmes de l'échiquier scolaire : les jeunes en échec, sortis de l'école sans parchemin, difficilement employables en l'état, et ceux, détenteurs d'assignats universitaires, trop diplômés pour les emplois offerts. Pour comprendre, il faut revenir sur les chiffres clés de l'éducation et du chômage des jeunes.

Rien n'est plus choquant et révoltant que de voir plus de 20% des jeunes au chômage dans une société vieillissante par ailleurs inquiète du manque de bras et de cerveaux. Avant de chercher à comprendre ce qui se cache derrière ce chiffre, il faut relativiser sa signification. Un bref calcul montre que sur cent jeunes en âge de travailler dans la tranche des 16-25 ans seuls 33% sont actifs : parmi eux le taux de chômage est d'environ 20%. Phénomène qu'il faut ramener à sa juste réalité : sur 100 jeunes de 16 à 25 ans, seuls 7 d'entre eux sont effectivement au chômage. On retrouve le même nombre relatif de chômeurs pour une population de jeunes où presque la moitié est active au travers du système dual école entreprise. Le taux de chômage des jeunes allemands est de l'ordre de 11%, soit deux fois plus faible qu'en France, mais comme la moitié des jeunes est en activité cela fait aussi 6 jeunes au chômage sur 100. Bref, le taux de chômage des jeunes doit toujours être rapproché de leur taux d'activité. Ce dernier remonte en France depuis bientôt une dizaine d'années alors qu'il avait chuté de moitié depuis 1975 passant de 50% à 25% en 1995.

Le rapport du Ministère de l'éducation nationale sur l'état de l'Ecole de 2004 relève que : « 50 000 jeunes, soit 7% des sortants de formation initiale, ont quitté l'école sans qualification, c'est-à-dire sans avoir atteint au moins une classe terminale de CAP ou BEP, ou une seconde générale et technologique.....en ajoutant ceux qui possèdent au mieux le brevet, on atteint le total de 150 000 ; 20% des sortants se trouvant ainsi dépourvus de diplôme de second cycle : CAP, BEP ou Baccalauréat ». Les sortants sans qualification sont majoritairement issus des milieux populaires et sont les principales victimes du chômage avec des taux de 30% à 50% suivant les catégories de jeunes concernées (sans diplôme, origines sociales, situations familiales, lieux de résidence, nationalité des parents..) Les handicaps se cumulent plus souvent que se compensant.

Selon le même rapport, il n'y a qu'un tiers des élèves qui à l'entrée en sixième « ont des performances qui permettent de considérer qu'ils maîtrisent de façon satisfaisante toutes les compétences ». C'est certainement ceux là qui réussiront dans les études supérieures les plus valorisantes. L'enquête du Cereq (Centre d'études et de recherches sur les qualifications) sur les sorties du système éducatif de la génération 2001 révèle que 37% des jeunes sont diplômés du supérieur dont 17% au niveau bac+2 avec un taux de chômage de 8% inférieur d'un point à celui des bac+4 et bac+6. Cette différence croissante avec le temps (l'écart est maintenant de plus de deux points) explique sans doute une grande partie de la désaffection pour l'enseignement supérieur long.

¹ Professeur au Conservatoire national des arts et métiers, auteur du Choc de 2006, Odile Jacob Nouvelle édition poche 2006.

Reste une bonne moitié d'élèves qui « *ont des compétences mal assurées donc fragiles, mais devraient pouvoir profiter du collège, pour peu qu'on tienne compte de leurs performances effectives* ». Au risque d'un nivellement par le bas du collège unique, ceux là savent lire, écrire et compter et s'en sortiront. De fait 45% des sortants de la génération 2001 étaient diplômés du secondaire et leur taux de chômage se situe entre 11% et 14%.

Le taux de chômage élevé (20%) des moins de 25 ans provient essentiellement des 15 à 20% de jeunes qui vivent l'école comme un lieu d'échec et d'exclusion : près de 40% de ces jeunes qui sortent de l'école sans acquis minimum et que la société ne sait pas intégrer sont au chômage. La lutte contre le chômage des jeunes devrait commencer par tarir sa source : l'échec scolaire et l'incapacité de notre société (parents, enseignants, éducateurs sociaux) à transmettre les savoirs, les valeurs et les comportements élémentaires indispensables pour l'autonomie, l'épanouissement mais aussi la sociabilité et l'employabilité des individus.

Les laissés pour compte de l'échec scolaire

Il y a certes moins de jeunes sans diplôme qu'auparavant. Mais dans notre société moderne : moins un diplôme vaut, plus il est nécessaire de l'avoir, l'avoir ne donne pas grand-chose et ne pas l'avoir empêche tout. C'est dire que le sort des plus démunis de parchemin est sans doute plus critique aujourd'hui qu'hier. D'après le rapport sur l'Etat de l'école : « *Cela est particulièrement vrai pour les 15% d'élèves de CM2 qui ne maîtrisent pas ou mal les compétences en compréhension écrite et orale qui seraient nécessaires pour l'entrée en sixième. Pourcentage que l'on retrouve en classe de troisième, pour des collégiens aux compétences insuffisantes quand il s'agit d'exploiter des textes complexes ou comprenant un vocabulaire peu courant* ».

Ne faudrait-il pas imaginer pour ces jeunes des parcours adaptés, comme l'étaient les classes de transition, pour mieux préparer et réussir leur insertion dans le monde professionnel qui peine ensuite à intégrer des jeunes qui leur arrivent avec les stigmates de l'échec et du retard scolaire ? Comment rattraper ces handicapés de la route scolaire qui vont ensuite nourrir la cohorte de jeunes au chômage ?

A quoi bon les maintenir dans l'échec jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire ? Leur rejet de et par l'école, les met au ban de la jeunesse et la bande de la rue devient la principale école de vie. Ces mêmes jeunes sont difficilement employables par les entreprises qui n'ont pas vocation à remplacer les éducateurs (parents, enseignants, travailleurs sociaux) qui sont, sinon défaillants, du moins impuissants.

La brutalité de notre système d'exclusion, par l'échec scolaire, est en grande partie responsable de la violence exprimée par certains jeunes à l'école. Ils ne font que projeter à l'extérieur ce qu'ils subissent dans leur for intérieur. Comment ne pas se sentir exclu quand, entrant au collège, on ne comprend quasiment rien de ce qui se dit dans une langue et des références que l'on ne connaît pas ?

La clef du chômage des jeunes passe certainement par des systèmes d'alternance école-entreprise, le plus tôt possible pour ceux qui de toutes façons quittent le système scolaire traditionnel sans rien. D'autres trajectoires et parcours de succès sont possibles mais elles restent limitées en nombre et bridées dans leur développement. Nous songeons par exemple aux Compagnons du devoir ou aux maisons familiales rurales. Ces modèles performants commencent d'abord par s'intéresser à la personnalité du jeune à ses talents et ses aspirations afin de mieux transmettre des valeurs de comportement (le respect de l'autre) et de vie sociale

(des droits et des devoirs). Ils intègrent le jeune dans une communauté de pratiques professionnelles fondées sur l'effort, l'ouverture (le tour de France) et la qualité (le souci du bel ouvrage). Le jeune est accueilli dans une véritable deuxième famille qui va l'éduquer et lui donner la compétence et la confiance indispensables pour réussir sa vie.